

tenue par Monsieur CHERIEF, magistrat-désigné
En présence de Monsieur BATAILLARD, Rapporteur public
Mme CUROT, Greffier

09 heures 00

01)	DOSSIER N° 2400503	RAPPORTEUR:	Monsieur Hamza CHERIEF
Titre de l'affaire CONTENTIEUX FISCAL- TF2023			
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Monsieur	
Défendeur	DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE BOURGOGNE		
02)	DOSSIER N° 2302149	RAPPORTEUR:	Monsieur Hamza CHERIEF
Titre de l'affaire FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS - Demande d'annulation de sanction du 1er groupe d'un maréchal des logis chef suite à recours auprès de la commission des recours des militaires.			
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	BEYER OLIVIER (Cour)	
Défendeur	MINISTERE DES ARMÉES		
03)	DOSSIER N° 2401176	RAPPORTEUR:	Monsieur Hamza CHERIEF
Titre de l'affaire DROITS DES PERSONNES ET LIBERTES PUBLIQUES - DETENU - Demande indemnitaire de 1 600€ relative à 16 fouilles à nu au CD de Joux-la-Ville (89)			
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)	
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE		

09 heures 00

04)	DOSSIER N° 2401840	RAPPORTEUR: Monsieur Hamza CHERIEF
Titre de l'affaire CONTENTIEUX FISCAL - Taxe foncière ET THLV		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Monsieur
Défendeur	DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE BOURGOGNE	
05)	DOSSIER N° 2401841	RAPPORTEUR: Monsieur Hamza CHERIEF
Titre de l'affaire TRAVAIL - ASS - opposition a contrainte		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	PROVOST MAGALIE
Défendeur	FRANCE TRAVAIL BOURGOGNE	SELARL PARC - MONNET BOURGOGNE
06)	DOSSIER N° 2403173	RAPPORTEUR: Monsieur Hamza CHERIEF
Titre de l'affaire DROITS DES PERSONNES ET LIBERTES PUBLIQUES - DETENU - RECOURS INDEMNITAIRE DE 800 euros en réparation du préjudice résultant de l'illégalité de la sansction infligée le 4 avril 2024		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	

Arrêté le 13/08/2025
Le président du tribunal